

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 43 (2006)
Heft: 1697

Artikel: Politique économique : apprendre de l'analyse comparée
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009091>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Apprendre de l'analyse comparée

Mieux saisir l'impact des mesures adoptées par les autorités sur l'appareil productif et la consommation, c'est l'objectif poursuivi par la *Revue de science politique* dans un numéro consacré aux tentatives du gouvernement suisse de maîtriser la conjoncture.

La santé économique d'un pays dépend-elle de la nature des institutions et des décisions de ses autorités politiques? La question mérite d'être posée quand on sait à quel point les gouvernements se prévalent de la moindre embellie conjoncturelle et les partis promettent des lendemains économiques qui chantent. *La Revue suisse de science politique* a ouvert le débat à propos de la Suisse, en examinant les résultats de nombreuses études comparatives.

On connaît les problèmes de l'économie helvétique. Depuis un quart de siècle, elle comptabilise la plus faible croissance des pays de l'OCDE. Longtemps championne mondiale du revenu par tête, la Suisse a chuté à la cinquième place en 2003, talonnée de près par la Belgique, l'Islande, le Royaume-Uni, l'Australie, les Pays-Bas, le Canada, l'Autriche et le Danemark. Certes elle s'en sort encore très bien si l'on se réfère au produit national, qui intègre les revenus acquis à l'étranger. Mais ce succès doit plus aux conditions qui prévalent à l'extérieur qu'à la politique économique helvétique. De plus et contrairement à une idée courante, la Suisse n'occupe pas une position de pointe dans le commerce extérieur. Son économie reste très dépendante de l'Union européenne qui absorbe 60% de ses exportations, alors que 7% des exportations de l'Union parviennent en Suisse.

Notre économie possède néanmoins certains atouts: taux de chômage comparativement faible, taux d'actifs élevé, conflits sociaux encore rares, financement du système de retraite assuré, fiscalité modérée et dette publique supportable. Mais ce tableau comporte quelques ombres. Le taux de chômage peine à revenir à son niveau d'avant les années nonante; le phénomène des retraites anticipées a fait fondre de dix points le pourcentage des actifs entre 55 et 64 ans. Les entreprises accordent moins d'importance à la collaboration avec les syndicats.

Quelles sont les causes politiques de cette situation? Les études comparatives apportent quelques informations intéressantes. De manière générale, le rôle du politique est surestimé. En effet, les décisions publiques ne provoquent que des changements modestes et les interventions de l'Etat se heurtent à la logique propre du monde économique. A titre d'exemple, les entreprises britanniques ont partiellement éludé la politique anti-syndicale de Margaret Thatcher par crainte de voir détruites les relations sociales en leur sein.

Le rôle du contexte

Depuis quelques années certains économistes helvétiques accusent les institutions de tous les maux: la structure fédérale, la démocratie de concordance et les droits populaires contribueraient à empêcher les réformes indispensables à la bonne santé de l'économie. Or l'analyse comparative dément ce diagnostic. Les régimes politiques basés sur la concordance ne connaissent pas une croissance moins soutenue que les pays où règnent la concurrence entre les blocs politiques et l'alternance. Structure fédérale, indépendance de la banque nationale et démocratie directe sont synonymes de fiscalité moins lourde. Quant à la croissance économique, elle obéit prioritairement à deux variables. Elle fait preuve de dynamisme en fonction de la solidité des droits de propriété, c'est la variable politique. Par contre, elle montre des signes de faiblesse lorsque l'économie est florissante au début de la période d'observation: aux taux de croissance élevés en début de période succède une croissance anémique.

Les effets des politiques économique et sociale dépendent fortement des contextes dans lesquels elles s'inscrivent. Un Etat socialement développé ne prêterait pas plus la croissance et l'emploi qu'un Etat plus timide dans le domaine social. Des politiques du marché du travail généreuses, en matière de chômage notam-

ment, n'ont pas forcément les effets négatifs sur l'emploi que prédit un modèle économique simple. A l'inverse, une politique active de l'emploi ne contribue qu'à certaines conditions à la création de postes de travail. Ainsi si le financement des assurances sociales par prélèvement sur les salaires empêche la création d'emplois faiblement qualifiés, tel n'est pas le cas dans les pays nordiques qui financent leur politique sociale par l'impôt.

A l'évidence, la politique économique ne peut se nourrir de slogans et d'interventions ponctuelles. Elle exige une analyse fine de la situation, une concertation permanente entre acteurs politiques et sociaux et un regard sur le monde qui nous entoure, pour bénéficier des expériences des autres. *jd*

Wirtschaft und Politik in der Schweiz.
Revue suisse de science politique, vol.11, automne 2005.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jacques Guyaz (jg)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré aussi à ce numéro:

Jean-Daniel Delley (jd)
Alex Dépraz (ad)
André Gavillet (ag)
Daniel Marco (dm)
Alberto Nessi
Jean Christophe Schwaab (jcs)
Albert Tille (at)

Responsable administrative:
Anne Caldelari

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, cp 5863,
1002 Lausanne
Téléphone: 021 312 69 10

E-mail:

redaction@domainepublic.ch
administration@domainepublic.ch

www.domainepublic.ch